

# **Turquie : le gouvernement turc en froid avec la presse**

vendredi 28 novembre 2008, par [Jean Marcou](#)

**Deux journalistes qui ont été privés récemment de l'accréditation leur permettant de suivre le premier ministre dans ses déplacements, viennent de faire savoir qu'ils avaient décidé d'agir en justice contre une décision qu'ils considèrent comme illégale et injuste.**

Cette réaction intervient alors que 7 journalistes (2 d'Hürriyet, 1 de Milliyet, 1 de Vatan, 1 de Star TV, 1 d'Akşam et 1 d'Evrensel) se sont vus retirer leurs accréditations par le gouvernement qui leur reproche d'avoir diffusé de fausses nouvelles. Les deux journalistes d'Hürriyet, qui ont décidé d'engager une procédure judiciaire avaient notamment rendu compte d'une réunion qu'auraient tenue le Président de la République et le Premier ministre à la veille de la décision de la Cour constitutionnelle sur la dissolution de l'AKP, le 30 juillet 2008. Cette sanction a provoqué des réactions d'autant plus vives que, dans le même temps, des journalistes qui pourtant ne satisfaisaient pas aux conditions légales d'accréditation (disposer d'une carte de presse depuis au moins 3 ans), se sont vus octroyer un tel document.

## **Des journalistes persona non grata aux conférences de presse de l'état major**

Cette affaire confirme les difficultés que rencontre actuellement le gouvernement avec les médias et plus généralement la persistance de réactions officielles visant à intimider les journalistes ou tout au moins à les gêner dans leur travail. Jusqu'à présent, c'est surtout l'armée qui se livrait à ce genre d'exercice. Ainsi, un certain nombre de journalistes sont toujours « persona non grata » aux conférences de presse du chef d'état major. Certes, ce dernier a fait un geste, lors de sa récente prise de fonction, en accréditant de nouveaux journalistes, mais il avait violemment réagi le 15 octobre 2008 à la publication par la presse de photos aériennes tendant à prouver que l'armée aurait été au courant de l'imminence de l'attaque du PKK sur le poste militaire d'Aktütün.

### **« Il a commencé comme Obama, il devient comment Bush »**

Les récents refus gouvernementaux d'accréditation tendent à montrer que les investigations de la presse exaspèrent autant le premier ministre que le chef d'état major. On se souvient également que Recep Tayyip Erdoğan avait réagi très violemment aux révélations médiatiques concernant l'affaire "Deniz Feneri" ainsi qu'aux articles qui s'interrogeaient sur les liens existant entre cet organisme de charité condamné récemment par la justice allemande et des milieux proches du parti au pouvoir. Au terme d'attaques répétées contre le groupe Doğan, il avait même appelé à un boycott des médias de ce dernier. Toutefois, plus récemment, c'est à l'encontre d'un journaliste travaillant pour Yeni Şafak, un quotidien réputé pourtant favorable au gouvernement que Recep Tayyip Erdoğan a mal réagi. Il faut dire que le journaliste en question, Fehmi Kuru a récemment déclaré, lors d'un programme télévisé, que le premier ministre avait commencé comme Obama et qu'il devenait comme Bush. Le propos a été d'autant moins apprécié que Fehmi Kuru est un proche d'Abdullah Gül. Or, les récents développements de la question kurde ont dévoilé au grand jour une rivalité entre la présidence et le premier ministre, qui est de plus en plus patente ces dernières semaines.

En tout état de cause, ces réactions agressives de l'armée et du gouvernement n'ont pas échappé au dernier rapport d'évaluation de la Commission européenne qui n'a pas manqué de pointer du doigt les « responsables officiels qui s'en sont pris à la presse, suite aux reportages réalisés par celle-ci sur des cas

de corruption et à propos de la lutte contre le terrorisme. »

## **Youtube toujours interdit**

À cela s'ajoute des atteintes récurrentes à la liberté de diffusion touchant internet. « Youtube » reste notamment interdit en Turquie et il y a un mois la première chambre criminelle de la Cour de Diyarbakır a fait interdire « Blogspot » (la plateforme de gestionnaire de blogs de « Google ») pendant 3 jours. Certes, ces derniers problèmes ne sont pas imputables au gouvernement puisqu'ils résultent de décisions de justice mais les cas précédemment évoqués montrent que, comme les autres autorités, le gouvernement semble avoir du mal à accepter la liberté de l'information et que le cas échéant il n'hésite pas à prendre des postures qui ne sont pas sans rappeler celles des ténors de l'establishment.

---

### **Sources**

Source : [Ovipot](#) le 24 novembre 2008